

---

# PANEL SOCIO-ECONOMIQUE "LIEWEN ZU LËTZEBUERG"

---

## LES CONSEQUENCES MICROECONOMIQUES DE LA DESUNION

par

Cécile BOURREAU-DUBOIS, BETA, CNRS et Université Nancy 2  
Bruno JEANDIDIER, BETA, CNRS et Université Nancy 2, CEPS/INSTEAD

**Pour plus d'informations :**

**Isabelle BOUVY**

**Tél. : (00352) 58 58 55-513**

**Fax : (00352) 58 55 60**

**e-mail : [isabelle.bouvy@ceps.lu](mailto:isabelle.bouvy@ceps.lu)**

---

Document produit par le

**CEPS/INSTEAD**

Centre d'études de populations, de pauvreté et de politiques socio-économiques

B.P. 48

L-4501 DIFFERDANGE

Président : Gaston SCHABER

Cahier PSELL n°148- ISBN 2-87987-398-3 ID : 01-05-0210-E

---

# SOMMAIRE

<b>INTRODUCTION</b>	.....	4
<b>CHAPITRE I</b>	<b>UNE REVUE DE LA LITTERATURE ETRANGERE</b>	6
1.	Les variations de niveau de vie consécutives à la désunion	7
2.	Les comportements en matière de choix matrimoniaux et d'offre de travail consécutifs à la désunion	9
<b>CHAPITRE II</b>	<b>ANALYSE EMPIRIQUE RELATIVE A L'EUROPE</b>	11
<b>CONCLUSION</b>	.....	16
<b>BIBLIOGRAPHIE</b>	.....	18
<b>ANNEXE</b>	.....	21

# INTRODUCTION

Au cours des vingt dernières années, on a pu observer en France la montée du nombre de divorces prononcés : de 1982 à 2001, celui-ci a augmenté de près de 20 % (BEAUMEL *et alii*, 2003). Compte tenu de l'importance du phénomène<sup>1</sup>, on peut être étonné par le fait que, en France, les conséquences micro-économiques du divorce, et plus généralement de la désunion, soient très mal connues sur le plan statistique. Quelles sont les modifications à court terme du niveau de vie monétaire des ex-conjoints suite à une séparation ? Est-ce que la désunion induit des changements de comportement en matière d'offre de travail ou de choix matrimoniaux ? Dans quelle mesure les hommes et les femmes sont égaux face aux implications économiques du divorce ? Certes, on dispose d'informations relativement abondantes sur la situation socio-économique des familles monoparentales à un moment donné du temps. On sait notamment que ces dernières connaissent une plus grande précarité de revenu que la moyenne des ménages. Cependant, les travaux sur l'évolution du bien-être économique de ces familles sont très rares, qu'il s'agisse de la France ou, plus généralement, des pays européens et ce, à la différence en particulier des Etats-Unis<sup>2</sup>.

L'objectif de cet article est donc de contribuer à une première évaluation des conséquences microéconomiques de la désunion<sup>3</sup> en Europe. Pour ce faire, nous nous sommes appuyés sur l'exploitation statistique des données des huit vagues annuelles de l'enquête *European Household Panel Survey* (ECHP, 1994-2001). En effet, parce que ce type de données longitudinales permet de suivre l'itinéraire matrimonial et professionnel des individus enquêtés, il est possible de repérer les couples qui, d'une année sur l'autre, se séparent, et ainsi d'analyser l'évolution de leur niveau de vie et de leurs comportements en matière d'activité. Ce sera l'objet de notre seconde partie. La première partie, quant à elle, est consacrée à une synthèse de la littérature anglo-américaine afin de dégager un certain nombre de faits stylisés qui nous permettent ensuite de souligner, par différence, les éventuelles spécificités de l'Europe.

---

<sup>1</sup> 200 000 adultes sont concernés chaque année par un divorce, on estime qu'environ 130 000 enfants mineurs sont touchés par le divorce de leurs parents (BOURREAU-DUBOIS *et alii*, 2003).

<sup>2</sup> Et il y a guère de travaux portant sur l'évolution de la situation économique des ménages de parents non gardiens ou sur celle des ménages formés par des ex-conjoints sans enfants.

<sup>3</sup> On utilisera ici de manière équivalente les termes de désunion, de divorce ou de séparation.

# CHAPITRE I

**Une revue de la littérature étrangère**

On trouve dans la littérature étrangère de très nombreux travaux sur les conséquences économiques de la désunion. Cette littérature porte essentiellement sur la situation américaine<sup>4</sup>, et, de manière plus marginale, sur la situation dans d'autres pays anglo-saxons. Ces travaux, qui s'intéressent à l'impact de la désunion, d'une part, sur les revenus et les niveaux de vie (§1), et, d'autre part, sur les comportements individuels, tels que les choix matrimoniaux et d'offre de travail (§2), mettent en évidence que la désunion est un événement dont l'issue est inégale selon le genre des ex-conjoints.

## **1. LES VARIATIONS DE NIVEAU DE VIE CONSECUTIVES A LA DESUNION**

De la littérature s'intéressant aux conséquences de court terme du divorce, plusieurs faits stylisés peuvent être dégagés<sup>5</sup>.

- **Les femmes subissent une nette dégradation de leurs ressources et de leur niveau de vie dans l'année qui suit leur séparation**

Selon les travaux, l'ampleur de cette dégradation est plus ou moins forte : la réduction moyenne du niveau de vie, entre les années t-1 et t+1, des femmes connaissant une désunion s'échelonne entre 13 % et 36 %. Corollairement, on observe que le taux de pauvreté est plus élevé chez les femmes divorcées que parmi les femmes mariées (DUNCAN et HOFFMAN, 1985 ; FINNIE, 1993) et que, pour une femme, le fait de divorcer augmente de manière significative son risque de pauvreté (FINNIE, 1993 et 2000 ; FRITZELL et HENZ, 2002). Une analyse plus fine de la distribution des variations de niveau de vie engendrées par la désunion fait apparaître une certaine hétérogénéité entre les femmes. Ainsi, certaines femmes font face à une détérioration de leur situation économique beaucoup plus sévère que la moyenne des femmes divorcées, tandis que pour d'autres le divorce est à l'origine d'une amélioration de leur situation. BIANCHI *et alii* (1999) montrent, par exemple, que le fait d'avoir été mariée à un homme ayant un niveau de qualification élevé et travaillant à temps plein et/ou, dans une moindre mesure, le fait d'avoir soi-même travaillé à temps plein mais de n'avoir que modestement contribué aux ressources du ménage, constituent des facteurs accentuant la dégradation du niveau de vie de la femme. Inversement, JARVIS et JENKINS (1999) soulignent que les femmes britanniques situées dans le bas de la distribution des revenus avant le divorce, connaissent en moyenne une amélioration de leur niveau de vie, l'accès à des prestations sociales de monoparentalité pouvant expliquer un tel résultat.

---

<sup>4</sup> L'intérêt porté par la littérature américaine aux conséquences économiques du divorce est à relier à la montée, depuis les années 1960, du nombre d'enfants vivant dans des familles monoparentales, pour lesquelles le risque de pauvreté est nettement plus élevé que pour les autres ménages. Par ailleurs, ce type d'études a été rendu possible grâce au développement de données longitudinales permettant de suivre la trajectoire économique et matrimoniale des individus.

<sup>5</sup> Cf. en annexe le tableau 1 qui regroupe les principaux résultats issus de la littérature étrangère concernant les variations du niveau de vie des hommes et des femmes suite à une désunion. Ces variations sont calculées en comparant la situation en t-1 et celle en t+1, t étant l'année où a eu lieu la séparation. Dans la plupart des travaux, les auteurs tiennent compte, côté débiteur et côté créancier, des pensions alimentaires (pour enfant ou ex-conjoint). Les analyses s'appuient principalement sur des données collectées entre le début des années 70 et le début des années 90.

- **En ce qui concerne les hommes, les résultats sont moins convergents**

Certaines études trouvent que les hommes bénéficient d'une amélioration conséquente de leur niveau de vie (SMOCK, 1994 ; FINNIE, 1993) tandis que d'autres suggèrent que le niveau de vie des hommes connaît une modeste augmentation (DUNCAN et HOFFMAN, 1985 ; JARVIS et JENKINS, 1999 ; PETERSON, 1996). Enfin, d'autres estiment que les hommes, comme les femmes, subissent une diminution, plus ou moins forte, de leur niveau de vie (BURKHAUSER *et alii*, 1990 ; McMANUS et DiPRETE, 2001). Comme pour les femmes, les études montrent néanmoins que la variation du niveau de vie des hommes présente une certaine dispersion. BIANCHI *et alii* (1999) montrent que le gain au divorce est d'autant plus important que le niveau de qualification de l'homme est élevé. Mais JARVIS et JENKINS (1999) mettent au contraire en évidence le fait que les gains au divorce sont plus fréquents chez les hommes appartenant au bas de la distribution des revenus avant la séparation que pour le reste de la population masculine. McMANUS et DiPRETE (2001) distinguent, quant à eux, deux groupes de divorcés : d'une part celui, majoritaire, formé par ceux qui éprouvent une réduction de leur niveau de vie, réduction d'autant plus importante que leur contribution aux ressources du ménage avant le divorce était faible et, d'autre part, celui, minoritaire, constitué par ceux qui connaissent une amélioration de leur niveau de vie et ce, en raison de leur statut de principal pourvoyeur de ressources du ménage (*male breadwinner model*).

- **La situation des femmes après le divorce est moins favorable que celle des hommes**

Malgré l'hétérogénéité des variations de niveau de vie des hommes et malgré celle relative aux femmes, le niveau de vie des femmes après désunion est, en moyenne, plus faible que celui des hommes. Cet écart résulte en partie du fait que les femmes, en particulier celles qui ont charge d'enfant(s), sont, comparativement aux hommes, plus nombreuses à connaître une détérioration de leur situation : selon les travaux, la proportion de perdantes varierait entre les deux tiers et les quatre cinquièmes, tandis que le pourcentage de perdants s'échelonne entre 33 % et 60 %<sup>6</sup>. Ces différences sont à mettre en relation avec le fait que le divorce exerce un effet plus prononcé chez les femmes que chez les hommes en ce qui concerne le risque d'entrée en pauvreté (FRITZELL et HENZ, 2002). Néanmoins, certains facteurs semblent atténuer les écarts de niveau de vie observés entre hommes et femmes après séparation. Ainsi, BIANCHI *et alii* (1999) montrent que ces écarts sont plus faibles pour les femmes les plus indépendantes économiquement avant le divorce (c'est-à-dire contribuant de manière importante aux ressources du ménage), mais aussi pour celles qui le sont le moins (femmes inactives). Dans le premier cas, c'est le niveau de revenu élevé de la femme qui contribue à réduire l'écart. Dans le second cas, la faiblesse de l'écart s'expliquerait par le fait que les ex-conjoints des femmes inactives ont en moyenne de faibles revenus. Par ailleurs, le versement et la réception de pensions alimentaires peuvent venir compenser l'écart de niveau de vie entre les deux ex-conjoints. Différents travaux sur le sujet (BARTFELD, 2000 ; BIANCHI *et alii*, 1999) montrent que ces transferts privés contribuent dans une certaine mesure à la réduction de ces écarts, mais ne suffisent pas à compenser la perte du revenu de l'ex-conjoint<sup>7</sup>. Enfin,

---

<sup>6</sup> Dans une étude portant uniquement sur des ex-conjoints ayant eu des enfants à charge, BIANCHI *et alii* (1999) montrent que, en cas de dégradation de la situation économique, cette dernière est beaucoup plus sévère pour les femmes que pour les hommes : 25 % des mères expérimenteraient un déclin de plus de 50% de leur niveau de vie, contre seulement 5 % pour les pères.

<sup>7</sup> Dans la plupart des travaux, la variable de transferts privés est renseignée sur la base des déclarations des ex-conjoints. Cette source d'information n'est pas sans biais : les hommes auraient tendance à surestimer le montant qu'ils versent, tandis que les femmes auraient tendance à sous-estimer ce qu'elles reçoivent (BIANCHI *et alii*, 1999 ; McMANUS et DiPRETE, 2001).

selon certaines études (McMANUS et DIPRETE, 2001 ; McKEEVER et WOLFINGER, 2001), on devrait observer progressivement une réduction des écarts de niveau de vie entre les hommes et les femmes à la suite d'un divorce et ce, en raison de la montée de la participation au marché du travail des femmes. Cela étant, comme le soulignent les auteurs, tant que la rémunération des femmes sera plus faible que celle des hommes et que, surtout, la garde des enfants restera principalement confiée aux femmes, les différences de niveau de vie selon le genre des ex-conjoints subsisteront.

## **2. LES COMPORTEMENTS EN MATIERE DE CHOIX MATRIMONIAUX ET D'OFFRE DE TRAVAIL CONSECUTIFS A LA DESUNION**

*A priori*, on pourrait s'attendre à ce que la détérioration de la situation économique de la femme s'atténue progressivement en raison notamment d'une adaptation de son comportement en matière d'offre de travail et/ou de choix matrimonial. La littérature économique prévoit ainsi que les ruptures conjugales devraient influencer positivement l'offre de travail des femmes<sup>8</sup> et ce, pour plusieurs raisons. La première relève d'un effet revenu (JOHNSON et SKINNER, 1988) : un divorce amène les femmes à travailler davantage en raison de la diminution de leur niveau de vie provoquée, du moins en partie, par la diminution de la contribution financière du conjoint au revenu familial. Ensuite, dans la lignée des travaux de BECKER (1981), on peut aussi considérer que le divorce va entraîner une augmentation de l'activité marchande de la femme en raison d'une réduction des avantages de la vie en couple (gains de spécialisation au sein du couple ; économies d'échelle liées à la vie à deux).

La littérature empirique n'est pas totalement convergente sur cette question. L'étude de WALTER (2001) sur données australiennes montre que dans un premier temps les femmes divorcées réduisent leur offre de travail (augmentation du taux d'inactivité et réduction de nombre d'heures prestées), puis l'augmentent progressivement. Des travaux empiriques américains et canadiens montrent, au contraire, que la rupture matrimoniale s'accompagne aussitôt d'une augmentation de l'offre de travail (accès à l'emploi ou augmentation du nombre d'heures travaillées)<sup>9</sup>. Selon certains travaux, cette augmentation est modérée (FINNIE, 1993), alors que pour d'autres (DUNCAN et HOFFMAN, 1985 ; JOHNSON et SKINNER, 1986, 1988), cette augmentation est forte et ce, d'autant plus que la perte des revenus est importante. Ces mêmes travaux nord-américains montrent, en revanche, que, pour les hommes, la séparation engendrerait une diminution modérée du nombre d'heures travaillées ou de leur participation au marché du travail. Une telle réduction est congruente avec la théorie développée par BECKER (1981) concernant les gains de la spécialisation engendrée par le mariage : la séparation provoquant la perte de ces gains, l'homme est incité à consacrer plus de temps aux activités domestiques, et moins à l'activité marchande.

---

<sup>8</sup> La littérature sur les liens entre divorce et offre de travail concerne, plus que les conséquences ex-post du divorce sur l'offre de travail, la question des relations de causalité entre la variation de l'offre de travail des femmes mariées et le risque de divorce (pour une synthèse sur le sujet, cf. PENEY, 2004) : est-ce que les femmes augmentent leur offre de travail parce qu'elles anticipent de divorcer et qu'elles tiennent à limiter les conséquences financières attendues de la rupture, ou divorcent-elles parce qu'elles ont augmenté leur offre de travail ?

<sup>9</sup> Les variations de l'offre de travail sont ici calculées en comparant l'offre moyenne au cours des deux ou trois années précédant le divorce et l'offre moyenne au cours des première et seconde années postérieures au divorce. Le lissage pour la période antérieure au divorce est justifié par un souci de limiter l'effet d'un éventuel comportement d'anticipation du divorce par la femme.

La remise en couple constitue également pour la femme un moyen de restaurer son niveau de vie. Ainsi, d'après la littérature empirique, une proportion non négligeable de femmes divorcées se remettent en couple après leur séparation. Exploitant des données canadiennes récentes, WU et SCHIMMELE (2005) montrent ainsi que 42 % des femmes divorcées vivent à nouveau en couple dans les cinq ans qui suivent leur séparation. Selon ces mêmes auteurs, la proportion est plus forte (54 %) pour les hommes. Certains facteurs semblent jouer sur la vitesse de remise en couple. Ainsi, la probabilité de se remettre en couple serait plus élevée pour les individus qui ont vécu en union libre que pour ceux qui ont été mariés, et plus faible pour ceux qui sont en emploi *versus* sans emploi. En revanche, la présence d'enfants n'aurait pas les mêmes effets pour l'homme et pour la femme. En effet, les auteurs montrent que la présence de jeunes enfants n'est pas un frein à la remise en couple pour les femmes, mais qu'elle exerce un effet d'accélérateur sur la constitution d'un nouveau couple pour les hommes. Selon ERMISCH (2002), la charge d'enfant(s) constituerait l'une des raisons pour lesquelles les femmes ont une probabilité plus faible de se remettre en couple que les hommes. Enfin, sur les bases d'une analyse qui remonte au milieu des années 1980 (DUNCAN et HOFFMAN, 1985), il semblerait que, en termes de restauration du niveau de vie, la remise en couple constitue, pour la femme, une stratégie plus payante que celle de rester célibataire. Les auteurs montrent que, cinq ans après la séparation, les femmes qui se sont remariées ont retrouvé, voire dépassé, le niveau de vie qu'elles avaient avant de divorcer, alors que celles qui ne se sont pas remariées n'ont pas réussi à compenser la dégradation de leur niveau de vie.

# CHAPITRE II

**Analyse empirique relative à l'Europe**

Pour tester si les faits stylisés soulignés *supra* s'observent également en Europe, nous avons utilisé les données de l'ECHP des onze pays de l'U. E. à 15 pour lesquels on dispose de huit vagues d'enquête<sup>10</sup>. L'encadré ci-dessous explique la démarche méthodologique qui a été la nôtre. Quant aux résultats, présentés au tableau 2 en annexe, ils indiquent que nombre des faits stylisés soulignés par la littérature anglo-saxonne, à propos des évolutions de court terme des niveaux de vie suite à une séparation, s'observent au niveau européen. En effet, en moyenne, les Européens connaissent un accroissement<sup>11</sup> de niveau de vie et les Européennes une perte<sup>12</sup>, la proportion des perdantes étant nettement supérieur à celle des perdants (70 % *versus* 41 %).

#### **Encadré méthodologique**

Nous sommes partis des un peu plus de 81 000 individus vivant en couple lors de la première vague d'enquête et nous avons identifié ceux pour lesquels on observe une séparation<sup>13</sup>. Comme on s'intéresse aux changements observés entre l'année t-1 et l'année t+1, sont concernées les désunions constatées aux vagues 2 à 7 du panel (si l'individu a connu plusieurs séparations au cours de ces six ans, on ne retient que la première). Lors de cette septième vague d'enquête, près de 60 % des individus vivaient toujours avec le même conjoint, 6,6 % avaient été séparés par un décès, 30 % avaient quitté l'enquête, 0,2 % n'ont pu être retenus du fait d'informations manquantes et, finalement, seulement 3,4 % avaient connu une séparation et avaient répondu à l'enquête l'année de leur séparation (2 736 individus). Plus exactement, 3 742 individus, soit 1 871 couples, ont connu une séparation, mais parmi eux, seulement 865 ex-couples, soit 1 730 individus, ont participé à l'enquête l'année de leur rupture ; pour les 1 006 autres individus (2 736–1 760), on a pu déterminer qu'ils s'étaient séparés de leurs conjoints, mais ces derniers n'ont pas participé à l'enquête (ils font partie des 30 % évoqués *supra*). Ces chiffres illustrent la principale limite méthodologique inhérente à ce type de source : dans un peu plus d'un couple sur deux se séparant, on ne dispose de l'information de l'année de séparation (t) que pour un seul des deux ex-conjoints. Plus encore, comme il faut mobiliser de l'information de l'année t+1, du fait de l'attrition entre t et t+1 on perd encore des observations. Si l'on ajoute le fait que nous avons limité notre échantillon aux individus en âge d'être actifs (< 58 ans en t), nous travaillons finalement sur un échantillon de 1 917 observations. Cet échantillon est pondéré avec la variable de poids longitudinaux produite par Eurostat d'une part, et par un coefficient correctif qui permet de tenir compte des différences de taux de sondage entre les pays d'autre part ; de ce fait, on peut considérer que l'échantillon est représentatif de la population des onze pays. Pour autant, il est peu probable que la variable de poids corrige correctement l'attrition spécifiquement due aux ruptures de couple (la rupture étant associée au déménagement d'au moins un des ex-conjoints, elle accroît fortement la probabilité que l'on perde la trace de l'individu), car cette variable est construite assez grossièrement pour l'ensemble des individus et non spécifiquement pour les individus

<sup>10</sup> Sont exclus (moins de 8 vagues d'enquête) le Luxembourg, l'Autriche, la Finlande et la Suède.

<sup>11</sup> L'analyse repose sur des moyennes tronquées de taux de variation (excluant 2,5% des observations aux deux extrémités de la distribution), car la moyenne est un indicateur de valeur centrale très sensible aux valeurs extrêmes, en particulier pour des échantillons de taille modeste (et l'on obtient souvent des valeurs extrêmes lorsque l'on travaille sur des taux de variation).

<sup>12</sup> Ce qui va dans le sens de nos travaux antérieurs (BOURREAU-DUBOIS *et alii*, 2004), travaux qui montrent que la séparation joue plus fortement sur la probabilité d'entrer en pauvreté des Européennes que des Européens.

<sup>13</sup> Cette procédure est complexe car l'enquête ne comporte pas une information directe indiquant cette rupture de couple. C'est surtout à l'aide des identifiants individuels et de ménages que l'on peut déduire les séparations de couple. Mais l'absence du conjoint dans le ménage enquêté ne signifie pas toujours rupture conjugale, notamment parce l'un des conjoints peut accepter l'enquête et l'autre la refuser, mais également du fait des décès (qui ne sont pas toujours bien renseignés dans la variable prévue à cet effet). Des vérifications poussées nous ont donc amenés à exclure des cas douteux, pour autant le résultat final n'est pas totalement à l'abri d'erreurs.

se séparant. Pour les analyses qui suivent, nous distinguons systématiquement les individus selon le genre, selon leur statut matrimonial avant la séparation (marié *versus* non marié) ce qui permet d'opposer le divorce à la rupture d'union libre, selon qu'ils ont ou non la charge d'enfants âgés de moins de 18 ans en t+1, selon qu'ils se sont ou non remis en couple en t+1 (on a considéré qu'il n'y avait pas rupture lorsque l'individu se remet en couple avec le même conjoint en t+1 ou en t+2.) et, enfin, selon que l'individu est ou non l'apporteur principal des ressources du ménage en t-1 (*breadwinner*). Est considéré comme apporteur principal, l'individu qui apporte par son travail au moins les deux tiers des revenus du ménage ou, entre 50 % et 66 % à condition que son apport relatif soit au moins supérieur de 33 points de pourcentage à celui de son conjoint. Quant à la variable d'intérêt, à savoir la variation relative du niveau de vie entre t-1 et t+1, elle est calculée sur la base des revenus annuels déclarés les années précédant les dates d'enquête t-1 et t+1, revenus qui sont standardisés, par une échelle d'équivalence de type Insee selon la composition du ménage aux mêmes dates d'enquête, et exprimés en monnaie constante<sup>14</sup>.

Par ailleurs, avoir la charge d'enfant(s) après le divorce réduit sensiblement le gain moyen des hommes, mais n'alourdit pas franchement la perte moyenne des femmes. Quant à la différence entre le divorce et la rupture d'union libre, elle se traduit par une accentuation de la différence de genre pour les divorcé(e)s. On peut relier cette observation au raisonnement théorique de BECKER selon lequel, dans le mariage les époux investissent plus en capital familial qu'ils ne le feraient en union libre et, ce faisant, ils optent pour une spécialisation des tâches plus importante, spécialisation qui se traduit, *in fine* lors de la rupture, par un plus grand gain de l'homme et une plus forte perte de la femme (comparativement aux ex-concubin(e)s). La différence de genre est également assez symptomatique lorsque l'on étudie le comportement de remise en couple : il se traduit par un accroissement du niveau de vie pour les femmes, et à un gain moyen pour les hommes inférieur à celui que l'on observe pour les hommes restés seuls. Enfin, être monsieur ou madame « Gagne-pain » avant la rupture constitue indéniablement un atout pour être le gagnant de la séparation ; être l'ex-conjointe d'un *breadwinner* est en revanche la situation la moins favorable pour une femme, alors que l'inverse n'est curieusement pas vrai : les ex-conjoints de femmes *breadwinner* s'en sortent mieux que les hommes vivant dans un ménage où aucun des deux conjoints n'est le pourvoyeur principal (apports des deux conjoints relativement équivalents ou ménage vivant surtout de transferts sociaux). Un tel résultat, notamment, mérite que l'on s'interroge alors sur les sources de ces variations de niveau de vie (*cf.* tableau 2, la décomposition, par sources de revenus, des variations de niveau de vie<sup>15</sup>).

Tout d'abord, pour tous les individus la séparation entraîne un gain important de niveau de vie du fait de la réduction de la taille des ménages dans lesquels ils vivent. Ce gain est plus fort pour les hommes que pour les femmes et ce, d'autant plus si l'homme reste seul et sans enfant ; à l'inverse, le fait d'avoir la garde d'enfant(s) et/ou de se remettre en couple réduit le gain des femmes (comparativement à celles qui n'ont pas d'enfant et/ou ne se remettent pas en couple). Ensuite, du point de vue de l'impact des différents types de revenus, on observe

<sup>14</sup> Nous avons également mené l'analyse en retenant le revenu mensuel instantané déclaré à la date d'enquête (qui est moins précis et dont on ne connaît pas la composition selon la source) ; du point de vue des différences de taux de variation de niveau de vie selon les catégories d'individus, on retrouve pour l'essentiel les mêmes faits stylisés que ceux obtenus avec le revenu annuel, si ce n'est que les variations sont d'ampleurs différentes.

<sup>15</sup> Cette décomposition consiste à calculer, d'une part, le taux de variation des différents types de revenus par UC à structure familiale (UC) inchangée et, d'autre part, le taux de variation du niveau de vie attribuable au changement de structure familiale, c'est-à-dire la différence entre le revenu total en t+1 divisé par les UC de t+1 et ce même revenu total divisé par les UC de t-1 ; ces différents taux de variations sont additifs.

que les prestations familiales et d'aide sociale contribuent positivement au niveau de vie des femmes et, naturellement, en particulier lorsqu'elles ont charge d'enfant(s) et/ou vivaient antérieurement avec un conjoint apporteur principal de revenus (dans ce dernier cas, leurs faibles ressources personnelles les rendent probablement éligibles à des prestations sous condition de ressources)<sup>16</sup>. Curieusement, en moyenne, ces prestations ne profitent pas positivement au niveau de vie des hommes ayant charge d'enfant(s) après la séparation. Quant aux transferts privés (qui incluent les pensions alimentaires versées par l'ex-conjoint(e)), ils ont un impact très limité, mais assez logiquement ils constituent un gain un peu plus substantiel pour les femmes avec enfant(s), non remises en couple et ayant vécu avec un conjoint *breadwinner*<sup>17</sup>. Enfin, du point de vue des revenus du travail, le premier enseignement de l'analyse est que, en moyenne, les individus, hommes et femmes, voient leur niveau de vie s'accroître grâce à leur activité, ce qui irait donc dans le sens de l'habituelle hypothèse d'une augmentation de l'offre de travail à l'issue de la séparation (*cf. infra*). Cet accroissement n'est pas très différent selon les catégories d'individus, sauf dans deux cas pour lesquels on observe un taux de croissance plus important : les hommes avec enfant(s) (la charge financière inhérente à la présence d'enfant(s) peut constituer une incitation à la hausse de l'offre de travail, notamment si ces enfants ne nécessitent pas, du fait de leur âge élevé, d'être gardés, ce qui est souvent le cas des enfants habitant avec les pères) et les personnes qui vivaient antérieurement avec un apporteur principal de revenu, la perte du revenu du conjoint incitant sans doute à accroître ses propres ressources<sup>18</sup>. Quant aux revenus du travail de l'ex-conjoint, ils contribuent bien sûr négativement, et fortement, aux variations de niveau de vie et ce, quel que soit le genre mais plus particulièrement pour les divorcées ayant charge d'enfant(s) qui restent seules et qui vivaient avec un homme pourvoyeur principal de revenus. De même, la perte du revenu de l'ex-conjointe a un impact très fort pour les hommes lorsque cette dernière était *breadwinner*. On notera enfin que, à l'inverse, pour ces femmes *breadwinner* les revenus de conjoint contribuent positivement à la variation de leur niveau de vie, peut-être parce ces femmes ont une plus grande probabilité de se remettre en couple avec un nouvel homme lui-même apporteur de revenus plus élevés que ceux de l'ex-conjoint, ce qui confirmerait les hypothèses beckerienne de la théorie microéconomique du divorce (et du marché matrimonial) quant à l'impact de la perspective d'un remariage sur la probabilité de divorcer.

Le tableau 3 rassemble les résultats relatifs aux changements d'activité. Nous avons distingué quatre types de changements : le maintien dans l'inactivité, le maintien dans l'emploi (poursuite d'une activité à temps plein ou poursuite d'une activité à temps partiel de moins de 30 heures), la hausse d'emploi (sortie du non emploi vers l'emploi ; passage du temps partiel au temps plein) et, enfin, la baisse d'emploi (cessation d'emploi ; passage du temps plein au temps partiel). La première conclusion est que le comportement largement majoritaire est le *statu quo*. Pour autant, ce qui retient notre attention, c'est l'analyse des changements. Malheureusement, ces derniers étant peu fréquents, l'analyse porte sur des effectifs réduits. Il n'est donc pas réellement possible de distinguer les différents types de changements ; notons simplement que les passages de l'inactivité à l'emploi et les cessations d'emploi sont largement plus fréquents que les variations entre temps plein et temps partiel. La seconde conclusion est que, pour les hommes, on retrouve l'ambivalence parfois soulignée

<sup>16</sup> L'impact est négatif pour les hommes car, n'ayant généralement pas la garde des enfants, ils perdent le bénéfice de ces transferts sociaux.

<sup>17</sup> On ne peut pas déceler l'impact inverse (baisse du niveau de vie due au versement de pensions par les débiteur(trice)s) puisque l'analyse repose sur les revenus et non sur les dépenses.

<sup>18</sup> C'est cette hausse des revenus du travail qui explique pourquoi, comme nous l'écrivions *supra*, les hommes ayant vécu avec une femme *breadwinner* connaissent finalement un accroissement de niveau de vie supérieur à celui des hommes ayant vécu dans un ménage sans *breadwinner*.

dans la littérature : *grosso modo*, autant d'hommes accroissent leur offre de travail qu'il y en a qui la diminuent. Les diminutions sont cependant un peu plus fréquentes que les hausses chez les hommes mariés et les hommes qui restent seuls, ce qui irait dans le sens de l'hypothèse selon laquelle la fin de l'avantage de spécialisation au sein du couple marié amène les hommes à consacrer plus de temps à l'activité non marchande. Mais cette conclusion mérite d'être fortement nuancée dès lors que l'on tient compte du fait qu'une partie de ces baisses correspond à des passages au chômage et sont donc sans doute plus subies que choisies (si l'on exclut les cas de chômage, les hausses sont aussi fréquentes que les baisses). Le comportement des femmes est en revanche un peu plus typé : comme attendu théoriquement, les femmes accroissent plus souvent qu'elles ne baissent leur offre de travail. Dans les deux tiers des cas cette hausse est un accès à l'emploi, et elle est plus prononcée pour les femmes mariées et/ou celles qui vivaient avec un conjoint *breadwinner*. Le taux d'activité initial de ces femmes étant plus faible que celui des autres femmes, leur entrée plus fréquente sur le marché du travail traduirait bien l'hypothèse classique de l'effet revenu sur l'offre de travail provoqué par la perte du revenu du conjoint. Ce qui est plus curieux en revanche, c'est le fait que la hausse d'emploi est également un peu plus fréquente qu'en moyenne pour les femmes ayant charge d'enfant(s), ce qui signifierait que la contrainte de garde joue faiblement en cas de désunion. Quant au comportement de baisse de l'activité des femmes, il correspond surtout à des sorties vers l'inactivité et l'on n'observe pas de différence notable selon le type de femmes.

# CONCLUSION

Ces résultats descriptifs relatifs à l'Europe ne révèlent pas de conclusions très originales, au sens où elles recouvrent assez largement ce que l'on trouve dans la littérature portant principalement sur les Etats-Unis. Soulignons donc plutôt deux limites méthodologiques qui appellent des travaux futurs. Premièrement, il serait souhaitable de mettre en œuvre une méthodologie pour limiter le biais d'attrition que nous avons évoqué dans l'encadré *supra*. Deuxièmement, une approche multivariée prolongerait utilement l'analyse. L'estimation d'une régression MCO (non reproduite ici), avec comme variable dépendante la variation relative du niveau de vie, montre en effet, d'une part, que les quatre variables indépendantes que nous avons retenues (statut matrimonial, présence d'enfant(s), remise en couple et spécialisation au sein du couple) ont bien des effets statistiquement significatifs, d'autre part, que l'analyse séparée selon le genre est pertinente (les coefficients associés aux variables croisées sont significativement différents de zéro, sauf pour l'item « être *breadwinner* ») mais, enfin, que cet ensemble de facteurs n'apporte qu'une petite part de l'explication de la variance ( $R^2$  ajusté égal à 24 %), ce qui constitue une incitation à mieux mobiliser la théorie micro-économique du divorce pour améliorer la spécification d'un tel modèle explicatif.

# BIBLIOGRAPHIE

BARTFELD J. (2000), "Child Support and the Postdivorce Economic Well-Being of Mothers, Fathers, and Children", *Demography*, Vol. 37, n° 2, pp. 203-213.

BEAUMEL C., DOISNEAU L., VATAN M. (2003), "La situation démographique 2001", *INSEE Résultats Société*, n° 18, 44 p.

BECKER G. (1981), *A Treatise on the Family*, Harvard University Press, 288 p.

BIANCHI S., SUBAYIA K., KAHN J. (1999), "The Gender Gap in the Economic Well being of Nonresident Fathers and Custodial Mothers", *Demography*, Vol. 36, n° 2, pp. 173-184.

BOURREAU-DUBOIS C., DEFFAINS B., DORIAT-DUBAN M., JANKELIOWITCH-LAVAL E., JEANDIDIER B., KHELIFI O., LANGLAIS E., RAY J.-C. (2003), *Les obligations alimentaires vis-à-vis des enfants de parents divorcés : une analyse économique au service du droit*, Rapport de recherche pour le compte du GIP « Mission Recherche Droit et Justice » et de la MiRE, 335 p.

BOURREAU-DUBOIS C., JEANDIDIER B., BERGER F. (2004), "Dynamique de pauvreté, événements matrimoniaux et événements d'emploi en Europe : y a-t-il une différence entre les hommes et les femmes ?", in DEGENNE A. et alii (dir.), *Genre et données longitudinales*, Céreq, pp. 9-19.

BURKHAUSER R. V., DUNCAN G. J., HAUSER R., BERNSTEN R. (1990), "Economic Burdens of Marital Disruptions: A comparison of the United-States and the Federal Republic Germany", *Review of Income and Wealth*, Vol. 36, n° 4, pp. 319-333.

DIPRETE T. A., McMANUS P. (1998), "Family Change, Employment Transitions, and the Welfare State: A Comparison of Household Income Dynamics in the US and Germany", *Duke University Working Paper*, 75 p.

DUNCAN G. J., HOFFMAN S. D. (1985), "A reconsideration of the Economic Consequences of Marital Dissolution", *Demography*, Vol. 22, n°4, pp. 485-497.

ERMISCH (2002), "Trying again, Repartnering after Dissolution of a Union", *ISER Working Paper*, University of Essex, n° 2002-19, 20 p.

FINNIE R. (1993), "Women, Men, and the Economic Consequences of Divorce: Evidence from Canadian Longitudinal Data", *Revue Canadienne de Sociologie et d'Anthropologie*, Vol. 30, n° 2, pp. 205-241.

FINNIE R. (2000), "Low Income (Poverty) Dynamics in Canada: Entry, Exits, Spell Durations and Total Time", *Applied Research Branch Strategic Policy Human Resources Development Canada*, 113 p.

FRITZELL J., HENTZ U. (2002), "Household Income Dynamics: Mobility out of and into low Income over the Life-Course", in JONSSON J. O., MILLS C. (dir.) *Cradle to Grave*, Durham, Sociology-Press, pp. 184-210.

JARVIS S., JENKINS S. P. (1999), "Marital Splits and Income Changes: Evidence from the British Household Panel Survey", *Population Studies*, Vol. 53, pp. 237-254.

JOHNSON W., SKINNER J. (1986), "Labor Supply and Marital Separation", *American Economic Review*, Vol. 76, pp. 455-469.

JOHNSON W., SKINNER J. (1988), "Accounting for Changes in the Labor Supply of Recently Divorced Women", *Journal of Human Resources*, Vol. 23, n° 4, pp. 417-436.

McKEEVER M., WOLFINGER N. H. (2001), "Reexamining the Economic Costs of Marital Disruption for Women", *Social Science Quarterly*, Vol. 82, n°1, pp. 202-218.

McMANUS P A., DiPRETE T A. (2001), "Losers and Winners: The Financial Consequences of Separation and Divorce for Men", *Duke University Working Paper*, 36 p.

PENEY S. (2004), *Evénements et analyse économique des comportements individuels. Illustrations par l'usage de la notion d'événement dans les modèles reliant divorce et offre de travail*, Thèse de doctorat de Sciences Economiques, Université Nancy 2.

PETERSON R. R. (1996), "A Re-evaluation of the Economic Consequences of Divorce", *American Sociological Review*, Vol. 61, n° 3, pp. 528-536.

SMOCK P. (1994), "Gender and the short Run Economic Consequences of Marital Disruption", *Social Forces*, n° 73, pp. 243-262.

UUNK W. (2003), "Welfare State Regimes and the Economic Consequences of Separation – Evidence from the European Household Panel Survey, 1994-1998", *EPAG Working Paper*, n° 2003-40, University of Essex, 22 p.

WU Z., SCHIMMELE C. M. (2005), "Repartnering after first Union Disruption", *Journal of Marriage and Family*, Vol. 67, n° 1, pp. 27-36.

ANNEXE

## T1

## Variations à court terme du niveau de vie des hommes et des femmes suite à une désunion : synthèse de littérature étrangère

Référence	Période d'analyse	Base de données (pays)	Variation moyenne du revenu disponible		Variation moyenne du revenu par tête		Variation moyenne du niveau de vie		Variation médiane du niveau de vie		Écart de niveau de vie F/H	Taille de l'échantillon		Type d'échantillon
			H	F	H	F	H	F	H	F		H	F	
<i>Duncan et Hoffman (1985)</i>	1969-1975	PSID (US)	-7 %	-30 %			+13 %	-13 %			77 %	250	349	H et F ayant connu une désunion
<i>Burkhauser et alii (1990)</i>	1981-1985	PSID (US)							-6 %	-24 %	80 %	239	301	H et F ayant connu une désunion
<i>Finnie (1993)</i>	1982-1986	LAD (Canada)					+23 %	-27 %	+6 %	-40 %	59 %	2 800	3 075	H et F ayant connu une désunion
<i>Smock (1994)</i>	1979-1988	NLSY (US)			+18 à +61%	-20 à -35 %					/	253	452	Jeunes H et jeunes F ayant connu une désunion
<i>Peterson (1996)</i>	1977-1978	L. A. Sample					+10 %	-27 %			66 %	114	114	H et F divorcés
<i>DiPrete et McManus (1998)</i>	1981-1993	PSID (US)	-29 %	-35 %			-15 %	-26 %			87 %	Non indiqué	Non indiqué	H et F ayant perdu un conjoint (divorce, veuvage) ; 25 à 50 ans
<i>Bianchi et alii (1999)</i>	1984-1990	SIPP (US)			-		+28 %	-36 %			56 %	199	199	H et F divorcés avec enfants (père non gardien).
<i>Jarvis et Jenkins (1999)</i>	1991-1994	BHPS (GB)							+2 %	-18 %	80 %	105	148	H et F ayant connu une désunion
<i>McManus et DiPrete (2001)</i>	1980-1993	PSID (US)					Blancs : -11 à -20% Noirs : -3 à -30 %	/			/	1 055	/	H ayant connu une désunion et ayant entre 18 et 65 ans.
<i>Uunk (2003)</i>	1994-1998	ECHP (UE)	/	-35 %			/	-15 %			/	/	667	F ayant connu une désunion, âgées de 18 à 65 ans

T<sub>2</sub>Variation moyenne<sup>(\*)</sup> du niveau de vie suite à la séparation et contribution des différentes composantes

En %	% de perdants	Variation de NDV	Variations moyennes <sup>(*)</sup> de NDV attribuables aux ...					
			R. T. I.	R. T. A.	PF-PL-AS	T. privés	Autres R.	U. C.
Homme	41	+25	+6	-18	-4	-1	0	+42
Femme	70	-12	+7	-42	+5	+3	-2	+17
Homme marié en t-1	35	+31	+4	-18	-4	-1	-1	+51
Homme non marié en t-1	55	+12	+11	-16	-3	-2	+2	+21
Femme mariée en t-1	74	-16	+7	-44	+5	+3	-3	+16
Femme non mariée en t-1	63	-4	+7	-37	+6	0	0	+20
Homme avec enfant en t+1	44	+19	+10	-3	-3	0	-7	+22
Homme sans enfant en t+1	40	+27	+5	-21	-4	-1	+2	+46
Femme avec enfant en t+1	70	-13	+5	-43	+8	+4	-2	+15
Femme sans enfant en t+1	71	-11	+9	-39	0	0	-2	+21
Homme resté seul en t+1	40	+26	+6	-21	-4	-1	0	+48
Homme remis en couple en t+1	44	+20	+8	+1	-3	0	+2	+12
Femme restée seule en t+1	76	-17	+7	-48	+6	+3	-4	+19
Femme remise en couple en t+1	35	+19	+7	-3	+1	0	+9	+5
Homme <i>breadwinner</i> en t-1	22	+45	-1	-1	-4	-1	+1	+51
Homme avec conjointe <i>breadwinner</i> en t-1	50	+21	+38	-54	-2	+4	+6	+30
Homme et aucun des 2 conjoints n'est <i>breadwinner</i> en t-1	55	+10	+9	-27	-4	-2	-1	+35
Femme <i>breadwinner</i> en t-1	37	+21	-8	+10	0	0	-2	+22
Femme avec conjoint <i>breadwinner</i> en t-1	78	-21	+14	-69	+10	+5	+3	+15
Femme et aucun des 2 conjoints n'est <i>breadwinner</i> en t-1	70	-10	+3	-31	+3	+1	-4	+18

Source : *European Community Household Panel* 1994-2001; calculs par nos soins. (\*) : moyennes tronquées. NDV : niveau de vie.

R.T.I. : revenus du travail de l'individu. R.T.A. : revenus du travail des autres membres du ménage (dont le conjoint). PF-PL-AS : prestations familiales, de logement et d'aide sociale. Autres R. : autres revenus. T. privés : transferts privés entre ménages. U.C. unités de consommation.

## Proportions de types de changements d'emploi entre t-1 et t+1 (le mois de l'enquête) suite à une séparation

En %	Variation moyenne <sup>(*)</sup> du NDV (%)	Non emploi stable	Emploi stable	Hausse de l'emploi	dont, accès à l'emploi	Baisse de l'emploi	dont, entrée en chômage	dont, entrée en inactivité
Homme	+25	8	75	8	6	9	(3)	(5)
Femme	-12	20	49	18	12	13	(2)	7
Homme marié en t-1	+31	9	77	6	(5)	9	(3)	(3)
Homme non marié en t-1	+12	(5)	71	13	(8)	(11)	(2)	(8)
Femme mariée en t-1	-16	21	45	20	13	14	(2)	8
Femme non mariée en t-1	-4	18	56	14	(9)	12	(4)	(5)
Homme avec enfant en t+1	+19	(13)	70	(7)	(6)	(11)	(1)	(7)
Homme sans enfant en t+1	+27	7	76	8	6	9	(3)	(4)
Femme avec enfant en t+1	-13	24	42	20	13	14	(2)	7
Femme sans enfant en t+1	-11	13	61	14	(8)	12	(2)	(7)
Homme resté seul en t+1	+26	8	74	7	5	11	(3)	(5)
Homme remis en couple en t+1	+20	(6)	79	(11)	(9)	(4)	(1)	(3)
Femme restée seule en t+1	-17	21	48	18	12	13	(2)	7
Femme remise en couple en t+1	+19	(16)	50	(18)	(12)	(16)	(5)	(8)
Homme <i>breadwinner</i> en t-1	+45	(1)	88	(2)	(1)	(9)	(3)	(4)
Homme avec conjointe <i>breadwinner</i> en t-1	+21	(13)	(47)	(34)	(26)	(6)	(4)	(2)
Homme et aucun des 2 conjoints n'est <i>breadwinner</i> en t-1	+10	12	69	9	7	10	(3)	(6)
Femme <i>breadwiner</i> en t	+21	(1)	76	(9)	(1)	(14)	(4)	(4)
Femme avec conjoint <i>breadwinner</i> en t-1	-21	30	30	26	19	14	(3)	8
Femme et aucun des 2 conjoints n'est <i>breadwinner</i> en t-1	-10	15	60	13	8	12	(2)	7

Source : *European Community Household Panel* 1994-2001 ; calculs par nos soins. (\*) : moyenne tronquée. NDV : niveau de vie. Entre parenthèses : moins de 30 observations. Définitions des catégories de changements d'emploi, cf. dans le corps du texte.

---

Liste des publications du panel socio-économique des ménages  
**"Liewen zu Lëtzebuerg"**

---

DICKES P., HAUSMAN, P. KERGER A. *Méthodologie générale et répertoire des variables - Année d'enquête : 1985 (Première vague)*. CEPS/INSTEAD, 1987, coll : Cahier PSELL n°1, 237p.

COURTOIS F., HAUSMAN P. *L'état de la pauvreté au Grand-Duché de Luxembourg*. CEPS/INSTEAD, 1987, coll : Cahier PSELL n°2, 46p.

HAUSMAN P. *Description des niveaux de vie et de bien-être économique dans les ménages résidant au Luxembourg - Année 1985-1987. Série "Niveau de vie" 1*. CEPS/INSTEAD, 1987, coll : Cahier PSELL n°3, 383p.

HAUSMAN P. *Niveaux de vie et de bien-être économique des ménages en 1985 : principaux résultats en 1985. Série "Niveau de vie" 2*. CEPS/INSTEAD, 1987, coll : Cahier PSELL n°4, 49p.

DICKES P. *Un indicateur pour mesurer la pauvreté objective : théorie et application dans la première vague du panel socio-économique Luxembourgeois - 1985*. CEPS/INSTEAD, 1987, coll : Cahier PSELL n°5, 59p.

DICKES P. *Un indicateur pour mesurer la pauvreté subjective. Théorie et application dans la première vague du panel socio-économique luxembourgeois : année d'enquête 1985 (première vague)*. CEPS/INSTEAD, 1988, coll : Cahier PSELL n°6, 54p.

DICKES P., TOURNOIS J. *Pratique de l'échelonnement multidimensionnel*. CEPS/INSTEAD, 1989, coll : Cahier PSELL n°7, 197p.

DICKES P. *Pauvreté et conditions d'existence : théories, modèles et mesures*. CEPS/INSTEAD, 1989, coll : Cahier PSELL n°8, 127p.

TOURNOIS J. *Logistique & documentation - Principes d'organisation de la documentation dans le panel*. CEPS/INSTEAD, 1988, coll : Cahier PSELL n°9, 74p.

TOURNOIS J. *Documentation transversale des variables 1985 : première vague*. CEPS/INSTEAD, 1988, coll : Cahier PSELL n°10, 398p.

WAGNER A. *Evolution d'un groupe de ménages pauvres entre 1985 et 1987*. CEPS/INSTEAD, 1989, coll : Cahier PSELL n°11, 157p.

KERGER A., DE WEVER R. *Description statistique des variables du questionnaire -1986- (deuxième vague)*. CEPS/INSTEAD, 1988, coll : Cahier PSELL n°12, 237p.

RAY J-C., JEANDIDIER B., CARVOYEUR S. *Activité féminine, isolement et prestations familiales: un premier parallèle Luxembourg- Lorraine. Annexes*. CEPS/INSTEAD, 1990, coll : Cahier PSELL n° 13, 434p.

HAUSMAN P. *Le mode d'échantillonnage du panel "Liewen zu Lëtzebuerg" - Bilan des deux premières vagues*. CEPS/INSTEAD, 1990, coll : Cahier PSELL n°14, 75p.

DICKES P. *Analyse des données irlandaises (enquête pilote -1987) pour construire une échelle de pauvreté*. CEPS/INSTEAD, 1988, coll : Cahier PSELL n°15, 47p.

KERGER A. *La collecte des données en 1986 - Elaboration du questionnaire, déroulement de l'enquête, opérations de chiffrage*. CEPS/INSTEAD, 1989, coll : Cahier PSELL n°16, 95p.

SCHMAUS G. *Organisation der Daten des Luxemburger Haushaltspanels. (Eingabe, Speicherung und Analyse von Paneldaten)*. CEPS/INSTEAD, 1990, coll : Cahier PSELL n°17, 36p. (version anglaise: 17a).

GAILLY B. *MNDr, partition évaluée selon la méthode de Roubens et Libert*. CEPS/INSTEAD, 1989, coll : Cahier PSELL n°18, 30p.

GAILLY B., HAUSMAN P. *Dispositif des pondérations individuelles et des pondérations des ménages en 1985 et 1986*. CEPS/INSTEAD, 1990, coll : Cahier PSELL n°19, 51p.

- AUBRUN A., HAUSMAN P. *Les modes de garde des jeunes enfants*. CEPS/INSTEAD, 1990, coll : Cahier PSELL n° 20, 97p.
- HAUSMAN P. *Les indicateurs sociaux de pauvreté : Tableaux de base et documentation*. CEPS/INSTEAD, 1990, coll : Cahier PSELL n°21, 144p.
- HAUSMAN P., SCHABER G. *Les personnes âgées et/ou retraitées au Luxembourg : leur environnement familial et leurs réseaux de solidarité*. CEPS/INSTEAD, 1991, coll : Cahier PSELL n° 22, 64p.
- HAUSMAN P., GAILLY B. *Examen des effets du phénomène d'attrition sur l'étude des revenus et de l'emploi - Années de références : 1985, 1986 et 1987*. CEPS/INSTEAD, 1990, coll : Cahier PSELL n° 23, 48p.
- DE WEVER R. *La constitution des fichiers de référence, nécessaire à l'étude du phénomène d'attrition*. CEPS/INSTEAD, 1990, coll : Cahier PSELL n°24, 27p.
- GAILLY B., HAUSMAN P. *Dispositif des pondérations individuelles et des pondérations des ménages en 1985 et 1987*. CEPS/INSTEAD, 1990, coll : Cahier PSELL n°25, 161p.
- GAILLY B., HAUSMAN P. *Bilan de l'attrition au cours des trois premières vagues d'enquêtes : 1985/1986/1987*. CEPS/INSTEAD, 1990, coll : Cahier PSELL n°26, 16p.
- HAUSMAN P. *Imputation des revenus manquants dans le panel socio-économique luxembourgeois*. CEPS/INSTEAD, 1990, coll : Cahier PSELL n°27, 24p.
- WESTER J-J., avec la collaboration de AUBRUN A. *"PSELLDOC" Système documentaire pour le panel Luxembourgeois*. CEPS/INSTEAD, 1990, coll : Cahier PSELL n°28, 27p.
- KERGER A. *Le déroulement de la collecte en 1987. Elaboration du questionnaire, déroulement de l'enquête, opération de chiffrement*. CEPS/INSTEAD, 1990, coll : Cahier PSELL n°29.
- KERGER A. *La production des données : Vague 1988-1990*. CEPS/INSTEAD, 1990, coll : Cahier PSELL n° 30, 60p.
- DE WEVER R., KERGER A. *Description statistique des variables du questionnaire -1987- Troisième vague*. CEPS/INSTEAD, 1991, coll : Cahier PSELL n°31, 247p.
- HAUSMAN P., AUBRUN A., KERGER A. *Les ménages de retraités et les ménages d'actifs - Comparaison des niveaux de vie et des niveaux de dépenses. Série "Niveau de vie " 3*. CEPS/INSTEAD, 1991, coll : Cahier PSELL n° 34, 91p.
- SCHMAUS G. *Situation der Arbeitslosen in Luxemburg*. CEPS/INSTEAD, 1991, coll : Cahier PSELL n° 35, 93p.
- WAGNER A. *La recherche sur la pauvreté au Grand-Duché de Luxembourg*. CEPS/INSTEAD, 1990, coll : Cahier PSELL 36.
- DELVAUX B. *La distribution des revenus entre ménages en 1986 - Une comparaison de statistiques Luxembourg - Lorraine - Belgique*. CEPS/INSTEAD, 1991, coll : Cahier PSELL n° 38, 61p.
- HAUSMAN P. *Efficacité de la sécurité sociale dans la lutte contre la pauvreté*. CEPS/INSTEAD, 1990, coll : Cahier PSELL n°39, 45p.
- GAILLY B. *Dispositif des pondérations individuelles et des pondérations des ménages de 1985 à 1988*. CEPS/INSTEAD, 1991, coll : Cahier PSELL n°40, 210p.
- BROWN J-C., WAGNER A., avec la collaboration de HAUSMAN P., KERGER A., MENARD G. *Projet de recommandation du conseil portant sur les critères communs relatifs à des ressources et prestations suffisantes dans les systèmes de protection sociale. Rapport préparatoire relatif au dispositif de suivi*. CEPS/INSTEAD, 1991, coll : Cahier PSELL n° 42,70p.
- WAGNER A. *La loi sur le Revenu Minimum Garanti. Quelques avis du public*. CEPS/INSTEAD, 1992, coll : Cahier PSELL n° 43, 64p.
- GAILLY B., HAUSMAN P. *L'endettement des ménages au Luxembourg 1985-1989. Série "Mode de vie"-I*. CEPS/INSTEAD, 1992, coll : Cahier PSELL n°45, 36p.

HAUSMAN P., avec la collaboration de LANGERS J. (STATEC) et du Ministère de la Famille et de la Solidarité. *Les femmes au Grand-Duché de Luxembourg : Démographie-Famille I*. CEPS/INSTEAD, 1992, coll : Cahier PSELL n°46, 54p.

HAUSMAN P., VECERNIK J. avec la collaboration du Ministère de la Famille et de la Solidarité. *Les femmes au Grand-Duché de Luxembourg : Revenus-Conditions de vie II*. CEPS/INSTEAD, 1992, coll : Cahier PSELL n°47, 63p.

GAILLY B. *Dispositif des pondérations individuelles et des pondérations des ménages de 1985 à 1989*. CEPS/INSTEAD, 1992, coll : Cahier PSELL n°48, 241p.

GAILLY B., HAUSMAN P. *Luxembourg, 1985 à 1989, une vague d'endettement. Série "Mode de vie" - 2*. CEPS/INSTEAD, 1993, coll : Cahier PSELL n°49, 29p.

HAUSMAN P. *Les Effets de la Protection Sociale dans la Communauté Européenne. Contribution au programme "Convergence en matière de Protection Sociale" (Commission C.E., DG V)*. CEPS/INSTEAD, 1993, coll : Cahier PSELL n°50, 44p.

HAUSMAN P. *Situation démographique de l'Europe des Douze - EUR12*. CEPS/INSTEAD, 1993, coll : Cahier PSELL n°51, 53p.

HAUSMAN P. *Les phénomènes associés au vieillissement de la population*. CEPS/INSTEAD, 1993, coll : Cahier PSELL n°52, 40p.

GAILLY B. *Dispositif des pondérations individuelles et des pondérations des ménages de 1985 à 1990*. CEPS/INSTEAD, 1993, coll : Cahier PSELL n°53, 274p.

GAILLY B. avec la collaboration de LAVALLEE P. (Statistics-Canada) *Insérer des nouveaux membres dans un panel longitudinal de ménages et d'individus: simulations*. CEPS/INSTEAD, 1993, coll : Cahier PSELL n°54, 49p. (Version anglaise disponible).

GAILLY B. *Dispositif des pondérations individuelles et des pondérations des ménages de 1985 à 1991. Tome II*. CEPS/INSTEAD, 1993, coll : Cahier PSELL n°55, 55p.

HAUSMAN P. *Evolution générale du revenu des ménages : 1978-1990. Série "Niveau de vie" 4*. CEPS/INSTEAD, 1994, coll : Cahier PSELL n°56, 122p.

GAILLY B. *1985-1990. Endettement et risques de surendettement. Série "Mode de vie" - 3*. CEPS/INSTEAD 1994, coll : Cahier PSELL n°57, 41p.

SCHABER G., BOUSCH P. *L'intégration sociale des personnes âgées au Grand-Duché de Luxembourg*. CEPS/INSTEAD, 1993, coll : Cahier PSELL n°58, 44p.

GAILLY B., LAVALLEE P. *Insérer un échantillon complémentaire dans un panel longitudinal de ménages et d'individus : simulations. (2e partie)*. CEPS/INSTEAD, 1994, coll : Cahier PSELL n°59, 41p.

GAILLY B. *Revenus et endettement. Série "Mode de vie" - 4*. CEPS/INSTEAD, 1994, coll : Cahier PSELL n°60, 32p.

JEANDIDIER B., POUSSING N. *Mesure de l'efficacité des transferts sociaux selon une approche en termes de sécurisation du niveau de vie des ménages : une analyse statique puis dynamique, appliquée au cas du Luxembourg et de la Lorraine*. CEPS/INSTEAD, 1994, coll : Cahier PSELL n°61, 58p.

AUBRUN A. *Budget temps des femmes : l'opinion des femmes*. CEPS/INSTEAD, 1994, coll : Cahier PSELL n°62, 42p.

GAILLY B. *Dispositif des pondérations des individus et des ménages de 1985 à 1992*. CEPS/INSTEAD, 1994, coll : Cahier PSELL n°63, 41p.

GAILLY B. *1985-1991. L'endettement au Luxembourg. Diffusion et concentration. Série "Mode de vie" - 5*. CEPS/INSTEAD, 1994, coll : Cahier PSELL n°64, 20p.

RIEBSCHLÄGER M. *La variance des estimateurs d'un panel ménage. La méthode des groupes aléatoires appliquée au panel luxembourgeois*. CEPS/INSTEAD, 1994, coll : Cahier PSELL n°65, 12p.

HAUSMAN P. *Etude comparative de l'efficacité de la protection sociale*. CEPS/INSTEAD, 1994, coll : Cahier PSELL n°66, 54p. (Version anglaise disponible).

SCHABER G., BOUSCH P. *Les politiques économiques et sociales et les personnes âgées au Grand-Duché de Luxembourg (Rapport national pour la Commission des Communautés Européennes)*. CEPS/INSTEAD, 1992, coll : Cahier PSELL n°67, 103p.

SCHABER G., BOUSCH P. *La mise en oeuvre des politiques sociales et économiques en faveur des personnes âgées au Grand-Duché de Luxembourg (Rapport national pour la Commission des Communautés Européennes et l'Observatoire Européen portant sur le vieillissement démographique et les personnes âgées)*. CEPS/INSTEAD, 1992, coll : Cahier PSELL n°68, 29p.

LEJEALLE B. *Actives, mais à quel prix ?* CEPS/INSTEAD, 1994, coll : Cahier PSELL n°69, 33p.

LEJEALLE B. *Les Luxembourgeoises moins actives que leurs homologues européennes. Etude comparative de la structure des ménages et de l'activité féminine au Luxembourg et dans six autres pays européens -(Suède, Pays-Bas, Belgique, Allemagne de l'Ouest, Danemark et Grande-Bretagne)*. CEPS/INSTEAD, 1994, coll : Cahier PSELL n°70, 21p.

GAILLY B. *Les conditions de travail des personnes actives*. CEPS/INSTEAD, 1995, coll : Cahier PSELL n°71, 13p.

LEJEALLE B. *Etre au chômage au Luxembourg*. CEPS/INSTEAD, 1995, coll : Cahier PSELL n°72, 20p.

AUBRUN A. *Les femmes au Grand-Duché de Luxembourg : 4. Place et rôle de la femme dans la société*. CEPS/INSTEAD, 1995, coll : Cahier PSELL n°73, 50p.

HAUSMAN P. en collaboration avec VECERNIK J. et le Ministère de la Famille et de la Solidarité. *Les femmes au Grand-Duché de Luxembourg : 3. Revenus-Conditions de vie*. CEPS/INSTEAD, 1995, coll : Cahier PSELL n°74, 57p.

GAILLY B. *1985-1992. L'endettement au Luxembourg. Série "Mode de vie" - 6*. CEPS/INSTEAD, 1995, coll : Cahier PSELL n°75, 27p.

PELS M. *Les femmes au Grand-Duché de Luxembourg: 5. Encadrement institutionnel de la femme luxembourgeoise : Conditions juridiques - Politiques visant la famille - Mesures relatives à la formation et à l'emploi - Services d'aide*. CEPS/INSTEAD, 1995, coll : Cahier PSELL n°76, 65p.

HAUSMAN P. *Le revenu des ménages. Evolution de 1985 à 1992. Série "Niveau de vie " 5*. CEPS/INSTEAD, 1995, coll : Cahier PSELL n°77, 61p.

LEJEALLE B. *Les femmes au Grand-Duché de Luxembourg: 6. Les familles monoparentales au Luxembourg ou élever seule son enfant au Luxembourg*. CEPS/INSTEAD, 1995, coll : Cahier PSELL n°78, 33p.

HAUSMAN P. *L'évolution du niveau de vie des personnes au Grand-Duché de Luxembourg entre 1985 et 1992. Série "Niveau de vie " 6*. CEPS/INSTEAD, 1995, coll : Cahier PSELL n°79, 33p.

HAUSMAN P. *Le suivi des diplômés du BAC technique E.C.G. : Promotions 1987 à 1994*. CEPS/INSTEAD, 1995, coll : Cahier PSELL n°80, 69p.

KERGER A. en collaboration avec ARENDT N., FALCHERO L., MERTENS M. *Les demandeurs d'une admission en maison de soins. Les demandeurs d'une allocation de soins. Année 1994*. CEPS/INSTEAD, 1995, coll : Cahier PSELL N° 81, 64p. (publication à diffusion restreinte)

KERGER A. *Le maintien à domicile des personnes âgées - Analyse du fichier des clients de longue durée du Service d'Aides familiales/Aides seniors des régions nord, ouest et est*. CEPS/INSTEAD, 1995, coll : Cahier PSELL n° 82, 44p.

HAUSMAN P. *Les dépenses : Structure et poids dans le revenu des ménages. Série "Mode de vie" 7*. CEPS/INSTEAD, 1996, coll : Cahier PSELL n° 83, 97p.

GAILLY B. *Répertoire des poids individuels et des poids des ménages Psell 1985-1993*. CEPS/INSTEAD, 1996, coll : Cahier PSELL n°84, 12p.

GAILLY B. *Répertoire des poids individuels et des poids des ménages Psell 1985-1994*. CEPS/INSTEAD, 1996, coll : Cahier PSELL n°85, 12p.

GAILLY B. *Procédure de pondération de l'étude relative aux employées privées*. CEPS/INSTEAD, 1996, coll : Cahier PSELL n°86, 16p.

GAILLY B. *Revenu du travail des jeunes en 1993. Equivalents à ceux de leurs aînés ?* Document PSELL n°87, CEPS/INSTEAD, 1996, 11p.

AUBRUN A., LEJEALLE B., HAUSMAN P. *Les employées de statut privé occupées au Luxembourg. Enquête réalisée pour la Chambre des Employés Privés 1995-1996*. CEPS/INSTEAD, 1996, coll : Cahier PSELL n° 88, 158p. (diffusion interne).

GAILLY B. *Les mariés de l'an 1989. Pondération de la cohorte de 1991 à 1994*. CEPS/INSTEAD, 1996, coll : Cahier PSELL n°89,19p.

HAUSMAN P. *Le mode de vie des jeunes adultes : cohabitation avec les parents et départ du foyer parental. Série Mode de vie n° 8*. CEPS/INSTEAD, 1996, coll : Cahier PSELL N°90, 27p.

WAGNER A., SCHABER G. *Les mesures dans le domaine de l'emploi en faveur des groupes de personnes particulièrement désavantagées sur le marché du travail. Rapport sur le séminaire de suivi sur les décisions du Conseil de l'Union Européenne dans le domaine de l'emploi (Sommet d'ESSEN 1994)*. CEPS/INSTEAD, 1996, coll : Cahier PSELL n° 91, 15p.

ZANARDELLI M. avec la participation du STATEC. *Les comportements de consommation au Luxembourg. Impact des caractéristiques socio-économiques des ménages selon différents niveaux d'agrégation des dépenses. Paru dans les Cahiers Economiques du STATEC. (Enquête Budgets des Ménages). Mode de vie n° 9*. CEPS/INSTEAD, 1996, coll : Cahier PSELL n° 92, 65p. (diffusion interne).

LEJEALLE B. avec la participation du STATEC. *Les femmes et le chômage en 1994. Enquête Forces et Travail 1994*. CEPS/INSTEAD, 1996, coll : Cahier PSELL n° 93, 60p.

GAILLY B. *Fondements méthodologiques de l'échantillon du PSELL n°2*. CEPS/INSTEAD, 1996, coll : Cahier PSELL n°94, 20p.

BORSENBERGER M., PELS M. *La politique familiale au Luxembourg - évolution au cours des cinq dernières années*. CEPS/INSTEAD, 1996, coll : Cahier PSELL n°95, 95p.

HAUSMAN P., LEJEALLE B. *Entre famille et activité professionnelle. Mode d'organisation des employées privées*. CEPS/INSTEAD, 1996, coll : Cahier PSELL n°96, 57p.

GAILLY B. *L'évolution de l'habitat au Luxembourg. 1985-1994. Série "Mode de vie " n°10*. CEPS/INSTEAD, 1996, coll : Cahier PSELL n°97, 42p.

KERGER A. *La mesure de la dépendance. Potentialités et limites du CTMSP pour son application au Grand-Duché de Luxembourg. Compte rendu de l'expérience-pilote réalisée au cours des mois de mai et juin 1996*. CEPS/INSTEAD, 1996, coll : Cahier PSELL n°98, 50p.

ZANARDELLI M. *Les comportements de consommation au Luxembourg. Une typologie des ménages. Série "Mode de vie " n°11*. CEPS/INSTEAD, 1996, coll : Cahier PSELL n°99, 28p.

**Recueil d'études sociales 1996**. CEPS/INSTEAD, 1996, coll : Cahier PSELL n°100, 300p.

GAILLY B. *Compenser l'absence de nouveaux immigrants dans le PSELL.1 ?* Document PSELL n°101, 42p.

GAILLY B. *Représentativité et pondération des échantillons du PSELL2. 1994-1995*. CEPS/INSTEAD, 1997, coll : Cahier PSELL n°102, CEPS/INSTEAD, 1997, 42p.

GAILLY B. *Propriétaire ou locataire : quelles habitations ? 1985-1994*. CEPS/INSTEAD, 1997, coll : Cahier PSELL n°103, 45p.

LEJEALLE B. *Femmes au foyer*. CEPS/INSTEAD, 1997, coll : Cahier PSELL n°104, 54p.

GAILLY B. *L'endettement des ménages au Luxembourg en 1994. Série "Mode de vie n°13"*. CEPS/INSTEAD, 1997, coll : Cahier PSELL n°105, 39p.

GAILLY B. *Habiter au Luxembourg. Les travaux dans l'habitation. 1985-1994. Série "Mode de vie n°14"*. CEPS/INSTEAD, 1997, coll : Cahier PSELL n°106, 41p.

LEJEALLE B. en collaboration avec le SCRIPT/Ministère de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle. *Bacheliers, bachelères de la filière ECG*. CEPS/INSTEAD, 1997, coll : Cahier PSELL n°107, 41p.

AUBRUN A. *Les Luxembourgeois se sentent-ils en bonne santé et que font-ils pour la préserver ?* CEPS/INSTEAD, 1997, coll : Cahier PSELL n°108, 41p.

LEJEALLE B. *L'emploi du temps des femmes : un partage entre famille, ménage et activité professionnelle*. CEPS/INSTEAD, 1997, coll : Cahier PSELL n°109, 77p.

GAILLY B. *Représentativité et pondération des échantillons du PSELL 2. 1994-1996*. CEPS/INSTEAD, 1998, coll : Cahier PSELL n°110, 44p.

GAILLY B. *L'endettement des ménages au Luxembourg en 1996*. CEPS/INSTEAD, 1998, coll : Cahier PSELL n°111, 40p.

KLEIN C. *Eléments d'analyse économique des choix éducatifs au Luxembourg*. CEPS/INSTEAD, 1998, coll : Cahier PSELL n°112, 40p.

HAUSMAN P., LANGERS J., LEJEALLE B. *La discrimination salariale entre hommes et femmes employés privés*. CEPS/INSTEAD, 1998, coll : Cahier PSELL n°113, 68p. (diffusion interne)

AUBRUN A. *Les perspectives familiales : les femmes peuvent-elles choisir librement entre leur vie familiale et leur vie professionnelle ? Envisagent-elles de concilier les deux ? Comment ?* CEPS/INSTEAD, 1998, coll : Cahier PSELL n°114, 49p.

BERGER F., HAUSMAN P. *Revenu disponible et niveau de vie des ménages en 1996 et quelques aspects d'évolution : 1985-1996*. CEPS/INSTEAD, 1998, coll : Cahier PSELL n°115. (pas disponible).

BERGER F. *Habiter ou ne plus habiter chez ses parents*. CEPS/INSTEAD, 1998, coll : Cahier PSELL n°116. (pas disponible).

GAILLY B. *Représentativité et pondérations des échantillons du Psell 2. 1994-1997*. CEPS/INSTEAD, 1998, coll : Cahier PSELL n°117, 48p.

LEJEALLE B. *Entre activité professionnelle, activité familiale : les choix des femmes luxembourgeoises*. CEPS/INSTEAD, 1999, coll : Cahier PSELL n°118, 148p.

LEJEALLE B. *Les femmes du secteur des banques et des assurances*. CEPS/INSTEAD, 1999, coll : Cahier PSELL n°119, 62p.

BORSENBERGER M., LEJEALLE B. *La garde des enfants au Luxembourg*. CEPS/INSTEAD, 2000, coll : Cahier PSELL n°120, 44p.

JEANDIDIER B. en collaboration avec HAUSMAN P., VLEMINCKX K., DE WEVER R., ZANARDELLI M. *Dans quelle mesure les transferts de politique familiale et sociale réduisent-ils la fréquence et l'intensité de la pauvreté des enfants. Une comparaison France – Luxembourg – Etats-Unis*. CEPS/INSTEAD, 2000, coll : Cahier PSELL n°121, 44p.

BORSENBERGER M., BOUSCH P. *Situation de l'emploi à Dudelange. Analyse descriptive et dynamique. Rapport détaillé*. CEPS/INSTEAD, 2000, coll : Cahier PSELL n°122, 136p.

BORSENBERGER M., BOUSCH P. *Situation de l'emploi à Dudelange. Analyse descriptive et dynamique. Rapport de synthèse et tableau de bord*. CEPS/INSTEAD, 2000, coll : Cahier PSELL n°123, 50p.

LEJEALLE B. *Les différences salariales en 1995*. CEPS/INSTEAD, 2001, coll : Cahier PSELL n°124, 103p.

ZANARDELLI M., REINSTADLER A. *Passé professionnel et durée de chômage en Europe. Mise en lumière des effets de structure et d'hétérogénéité*. CEPS/INSTEAD, 2003, coll : Cahier PSELL n°125a, 82p.

ZANARDELLI M., HAUSMAN P., RAY J-C., REINSTADLER A., *Passé professionnel et durée de chômage en Europe. Mise en lumière des effets de structure et d'hétérogénéité : Annexes*. CEPS/INSTEAD, 2003, coll : Cahier PSELL n°125b, 219p.

BROSIUS J. *A la recherche des déterminants de la durée du chômage au Luxembourg*. CEPS/INSTEAD, 2001, coll : Cahier PSELL n°126, 64p.

KUEPIE M. *Evolution des configurations familiales des ménages au Luxembourg*. CEPS/INSTEAD, 2002, coll : Cahier PSELL n°127, 68p.

LEJEALLE B. *Formation initiale, formation professionnelle et profession*. CEPS/INSTEAD, 2002, coll : Cahier PSELL n°129, 56p.

KLEIN C. *Rendement moyen de l'éducation et l'effet des interruptions involontaires des carrières professionnelles sur le rendement de l'éducation*. CEPS/INSTEAD, 2002, coll : Cahier PSELL n°131, 33p.

RAY J-C. (Université Nancy 2 et CNRS) *Les gains d'activité des jeunes adultes européens sont-ils liés à la générosité des transferts sociaux ? Une analyse au moyen de modèles multiniveaux*. CEPS/INSTEAD, 2002, coll : Cahier PSELL n°132, 98p.

RAY J-C. (Université Nancy 2 et CNRS) *Application de modèles multiniveaux à la mesure du lien entre la générosité des transferts sociaux et les gains d'activité des jeunes adultes européens*. CEPS/INSTEAD, 2002, coll : Cahier PSELL n°133, 58p.

REINSTADLER A., BORSENBARGER M., CANTILLON B. (UFSIA, Université de Anvers), HAUSMAN P., JEANDIDIER B. (ADEPS, Université Nancy 2), PASSOT L. (UFSIA, Université de Anvers), RAY J-C. (ADEPS, Université Nancy 2). *Analyse comparative des effets de la politique familiale dans certains pays francophones*. CEPS/INSTEAD, 2002, coll : Cahier PSELL n°134, 110p.

REINSTADLER A., JEANDIDIER B. *Pauvreté des enfants dans l'Union Européenne et transferts sociaux : quels liens entre générosité, ciblage, efficacité, efficience et équité ?*, CEPS/INSTEAD, 2002, coll : Cahier PSELL n°135, 22p.

BORSENBARGER M. *Les solidarités des 45-64 ans avec leurs parents âgés*. CEPS/INSTEAD, 2003, coll : Cahier PSELL n°136, 75p.

KUEPIE M. *Le passage à l'âge adulte au Luxembourg : de la fin des études à la fondation de la famille*. CEPS/INSTEAD, 2003, coll : Cahier PSELL n°137, 39p.

REINSTADLER A., JEANDIDIER B., RAY J-C., KOP J-L. *Les enfants pauvres au Luxembourg et en Europe. Comment se positionne le Luxembourg, comparativement aux autres pays de l'Europe, du point de vue de la pauvreté des enfants ?* CEPS/INSTEAD, 2003, coll : Cahier PSELL n°138, 81p.

C. KLEIN. *La valorisation des compétences linguistiques sur le marché du travail luxembourgeois*. CEPS/INSTEAD, 2003, coll : Cahier PSELL n°139, 67p.

C. KLEIN. *Estimation du rendement du capital humain en Lorraine et au Luxembourg à partir de données de panels*. CEPS/INSTEAD, 2004, coll : Cahier PSELL n°140, 41p.

F. BERGER, C. BOURREAU-DUBOIS, B. JEANDIDIER. *Dynamique de pauvreté, événements matrimoniaux et événements d'emploi en Europe : y a-t-il une différence entre les hommes et les femmes ?* CEPS/INSTEAD, 2004, coll : Cahier PSELL n°141.

F. BERGER, B. JEANDIDIER. *Accompagner une réforme fiscale : avec une prime pour l'emploi ou avec une hausse des allocations familiales ?* CEPS/INSTEAD, 2005, coll : Cahier PSELL n°142.

J. BROSIUS. *Analyse théorique des écarts de taux de salaire entre salariés résidents et transfrontaliers au Luxembourg*. CEPS/INSTEAD, 2005, coll : Cahier PSELL n°143.

B. LEJEALLE. *Une typologie de trajectoires professionnelles féminines*. CEPS/INSTEAD, 2005, coll : Cahier PSELL n°144.

B. JEANDIDIER, J-C. RAY. *Pensions alimentaires pour enfants lors du divorce en France : les juges appliquent-ils implicitement un barème économiquement justifié ?*. CEPS/INSTEAD, 2005, coll : Cahier PSELL n°145.

J. BROSIUS. *Les écarts de taux de salaire entre salariés transfrontaliers et salariés résidant au Luxembourg*. CEPS/INSTEAD, 2005, coll : Cahier PSELL n°146.

J. BROSIUS. *La différence de demandes salariales comme source des écarts de taux de salaire entre frontaliers et résidents luxembourgeois*. CEPS/INSTEAD, 2005, coll : Cahier PSELL n°147.

(Octobre 2005)